

Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?

Retour sur un forum d'échange
franco-québécois

Jennie Charbonneau

Nicole Gallant



CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE
SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC

Auteurs Jennie Charbonneau
Étudiante à maîtrise en Mobilisation et transfert
des connaissances
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture Société

Nicole Gallant
Professeure titulaire
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture Société

Révision linguistique Denise Pelletier

Conception visuelle Sylvain Paquette et Marjolaine Noël

Ce compte rendu a été financé par le Secrétariat à la jeunesse et réalisé par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec. Les informations et avis présentés s'appuient sur les propos tenus par les panelistes lors de la journée. Le résumé des propos n'engage que les auteures.

Pour citer ce document : Charbonneau, J. et Gallant, N. (2023). *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois*. Institut national de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-89575-447-3

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023

INRS



Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-qubécois

Par

Jennie Charbonneau

Nicole Gallant

2023



Table des matières

Sommaire	ii
Points saillants des échanges lors de la journée	ii
Rapport des jeunes à la participation et à la politique aujourd'hui	ii
Formes de participation des jeunes	ii
Leviers d'action	iii
Introduction	1
Déroulement de la journée	1
Structure du présent compte rendu	3
1. Contexte, grandes tendances, transformations	3
Rapport des jeunes à la démocratie représentative	3
Rapport des jeunes à la démocratie participative	5
Contexte dans lequel s'inscrit l'engagement des jeunes	6
Impact des crises	6
Avènement des médias sociaux	7
Injonctions à l'engagement	7
Inégalités sociales	7
Soutiens institutionnels et contexte historique au Québec	7
2. Pratiques d'engagement, profils d'engagement, thèmes mobilisateurs	8
Pratiques d'engagement	8
Les pratiques démocratiques traditionnelles	9
Les pratiques démocratiques associatives	9
Les pratiques singularistes	10
La participation en ligne	11
L'engagement par le style de vie	11
Profils des jeunes engagés	12
Différences intergénérationnelles	12
Différences intragénérationnelles	13
Enjeux et thèmes mobilisateurs	16
Enjeux	16
Thèmes mobilisateurs des mouvements sociaux jeunesse	16
Révoltes nées dans les parcours de vie des jeunes	19
3. Leviers d'action	19
Posture d'écoute	19
Éducation à la citoyenneté	20
Participation publique	22
Participation institutionnelle	25
Participation à petite échelle ou participation de proximité	26
Participation collective et sens de la collectivité	27
Participation en ligne	29
Conclusion	32

Sommaire

Ce document vise à rendre compte des interventions ayant eu lieu lors du forum franco-qubécois Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? qui s'est déroulé le 17 novembre 2022 à Paris. Il présente une synthèse analytique des principales idées qui ressortent des échanges tenus lors de cette journée.

Tout au long du document, les témoignages de jeunes engagés présents au forum sont valorisés, en appui et en complément des propos de chercheurs, sans pour autant que nous puissions prétendre qu'ils reflètent toute la diversité des expériences d'engagement des jeunes du Québec et de la France.

Points saillants des échanges lors de la journée

Rapport des jeunes à la participation et à la politique aujourd'hui

Le forum a permis de poser un regard renouvelé sur l'image des jeunes d'aujourd'hui, lesquels sont parfois décrits comme étant apathiques, apolitiques et responsables d'un déficit démocratique. Ainsi, il a montré à quel point les jeunes peuvent être des citoyens actifs et dynamiques. Le forum a mis l'accent sur la contribution apportée par les nouvelles générations, qui représente une alternative à la démocratie représentative traditionnelle et à une vision de la participation centrée uniquement sur le vote.

- Plus que jamais, une large part des jeunes citoyens aujourd'hui sont **outillés pour s'informer et pour réfléchir** de façon critique aux enjeux et aux décisions liées à la vie en société.
- De nombreux jeunes s'engagent autour d'**enjeux qu'ils estiment existentiels** et pour lesquels beaucoup d'entre eux **trouvent qu'ils n'en font pas assez**.
- Leur **engagement est vécu comme un impératif et une nécessité** plutôt qu'un choix personnel.
- Ces jeunes s'engagent pour une diversité de causes, qui se rejoignent autour de **thèmes transversaux centraux liés à la démocratie, à la justice et à l'éducation**.

Formes de participation des jeunes

Ces jeunes déploient une foule de modes d'engagement et de participation :

- en **votant**, quoique de manière intermittente pour plusieurs;
- en **faisant partie d'associations ou de collectifs** ayant des structures horizontales ou ouvertes, qui leur permettent de faire les choses par eux-mêmes et de montrer l'exemple aux adultes;
- en **créant des contenus pour sensibiliser la population**, comme les jeunes créatifs qui s'autoproduisent;

- en **soutenant des causes en ligne via des clics, des signatures et des « likes »**, ce que font la grande majorité des jeunes, bien qu'ils soient relativement peu nombreux à s'exprimer sur des enjeux politiques sur les médias sociaux;
- en **faisant des choix du quotidien ou de style de vie qui reflètent leurs valeurs centrales**, une pratique intensive mais moins visible.

« On ne peut pas comprendre la citoyenneté des jeunes si on ne prend pas en compte le fait qu'ils ont désormais une palette de participation extrêmement forte. »
(Vincent Tiberj)



Leviers d'action

Néanmoins, tout le monde n'a pas la possibilité de s'exprimer dans l'espace public de manière équivalente. Le forum a mis en évidence l'invisibilité de certaines voix – par exemple, celles des femmes ou des personnes racisées ou celles en situation de handicap – et le manque de diversité dans les espaces de participation. Le forum a aussi permis de réitérer et de souligner divers freins et obstacles à la participation des jeunes, **le plus important étant celui lié à la classe sociale** :

- Les voix les plus entendues sont celles de jeunes scolarisés, souvent dans les meilleurs programmes, et dont les parents sont eux-mêmes scolarisés et relativement bien nantis.
- Inversement, les jeunes des milieux défavorisés ou en situation de précarité ou qui rencontrent d'autres difficultés dans leur parcours de vie s'expriment moins. Les raisons peuvent être diverses, telles un manque de ressources, la perception d'un manque de légitimité, le découragement ou l'usure. Certains d'entre eux sont sensibles aux postures populistes, qui viennent les rejoindre notamment en ligne.

Le forum a fait ressortir **deux principaux leviers** pour contrer ces obstacles. Le premier consiste à **soutenir des occasions multiples d'engagement**. Le second est la **nécessité de trouver des moyens d'être à l'écoute des jeunes** qui s'expriment par ces nouveaux canaux ainsi que des voix qui demeurent davantage marginalisées. ■

Introduction

Ce document vise à rendre compte des interventions ayant eu lieu lors du forum franco-qubécois *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?* qui s'est déroulé le 17 novembre 2022 à Paris. Ce forum s'inscrit dans la foulée d'échanges fructueux entrepris à quelques reprises entre l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire de France (INJEP) de France et le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) du Québec, plus particulièrement au moment de l'organisation des Rencontres franco-qubécoises *Regards croisés sur les politiques de jeunesse* organisées grâce à l'Office franco-qubécois de la jeunesse (OFQJ) à l'Assemblée nationale à Paris en 2018, lesquelles ont été l'occasion de consolider les liens forts qui unissent la France et le Québec sur les questions de jeunesse.

Tandis que ces deux institutions publiques se préoccupent de longue date de l'engagement citoyen des jeunes et des manières pour l'État de saisir les nouvelles formes d'expression politique de cette génération, l'idée de tenir ce forum comparatif s'est imposée dans le contexte de la première vague de la pandémie de COVID-19, alors qu'on s'interrogeait sur les nouvelles manières de vivre ensemble et de faire société. Organisée par le SAJ et l'INJEP avec la collaboration de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) et avec le soutien de l'OFQJ et de la Commission permanente de coopération franco-qubécoise (CPCFQ) cette journée d'échanges et de réflexions autour de la question de l'engagement citoyen des jeunes a été l'occasion de réunir des chercheurs, des jeunes engagés, des acteurs issus de la société civile et des décideurs publics.

Déroulement de la journée

La journée du forum était structurée autour de trois tables rondes visant à répondre à trois objectifs principaux du forum.

La **première table ronde** avait pour but de dresser un état des lieux du rapport des jeunes à la politique et à la démocratie, dans une perspective comparative France-Québec. Stéphanie Gaudet, professeure titulaire et directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM) à l'Université d'Ottawa, a illustré et expliqué la vivacité de la participation citoyenne au Québec. Vincent Tiberj, professeur des universités à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim, a détaillé le rapport des jeunes Français au vote et à la politique à l'aide d'une analyse intergénérationnelle. Des représentants d'organisations de la société civile étaient aussi présents sur ce panel pour mettre en lumière le travail qu'ils effectuent auprès des jeunes. Ainsi, Marie-Dina Salvione a présenté les activités de l'organisme québécois l'Institut du Nouveau Monde, qui a pour objectif d'accroître la participation des citoyens à la vie démocratique. Lara Rouge et Nessi Gerson ont quant à eux présenté les activités

du collectif français Démocratie ouverte, dont la mission est d'animer une communauté d'innovateurs démocratiques et de mener des projets d'innovation démocratique.

La **deuxième table ronde** visait à rendre compte des aspirations citoyennes des jeunes et de leurs parcours d'engagement. Cécile Van de Velde, professeure de sociologie à l'Université de Montréal, s'est jointe virtuellement au forum pour aborder les grands thèmes mobilisateurs qui se dégagent des mouvements sociaux jeunesse du 21^e siècle ou qui naissent dans les parcours de vie difficiles de certains jeunes. Sarah Pickard, maîtresse de conférences à l'Université Sorbonne nouvelle, a discuté du rapport que les jeunes entretiennent avec les institutions politiques et de la participation de jeunes en dehors de celles-ci. Trois jeunes engagées ont pris part à ce panel pour présenter leur parcours d'engagement : Alicia Arquetoux, activiste dans le mouvement *Youth for Climate*, Célestine Uhde, engagée pour différents enjeux (réforme du mode de scrutin, sensibilisation à l'autisme, lutte contre les codes vestimentaires sexistes, climat, etc.) et Maude Massicotte, engagée dans la lutte contre les discriminations envers les personnes en situation de handicap et les violences faites aux filles et aux femmes en situation de handicap.

La **troisième table ronde** avait pour objectif de comprendre les pratiques que les jeunes adoptent et les outils qu'ils mobilisent lorsqu'ils s'engagent, que ce soit dans des formes institutionnelles ou plus alternatives, incluant les formes numériques. Julien Boyadjian, maître de conférences à l'Université de Lille, a abordé la participation politique des jeunes en ligne. Élisabeth Greissler, professeure adjointe à l'Université de Montréal, a pour sa part souligné les particularités de la participation des jeunes en difficulté ou en situation de précarité. Deux jeunes engagés étaient présents sur le panel pour partager leurs réflexions sur leur engagement : Rayane Zahal, jeune engagée sur les questions d'équité, de diversité et d'inclusion, et Thomas Gauthier, youtubeur engagé.

De **courtes plaidoiries** préparées par des jeunes de quartiers défavorisés en France ainsi que la projection d'un court-métrage produit par deux jeunes engagées du Québec ont été organisées à différents moments de la journée. Ainsi, des lauréats du concours Eloquentia, le plus grand concours de prise de parole francophone, se sont livrés à une joute oratoire. Mélina Callou et Noé Berchet ont été les premiers à prendre la parole pour tenter de répondre à la question : *La jeunesse est-elle devenue apolitique?* Ce fut par la suite au tour de Mathys Louis et d'Ilias Lemhajib de se prêter au jeu pour répondre à la question : *Les outils numériques permettent-ils aux jeunes de s'engager?* Laura Fontaine et Yasmine Fontaine, deux jeunes Innues du Nitassinan, ont présenté un **court-métrage** qu'elles avaient produit à l'aide de Wapikoni Mobile, intitulé *Nimeshkanaminan* (« notre chemin ») dans lequel on peut les voir parcourir les sentiers de portage qu'empruntaient leurs ancêtres. Elles ont par la suite discuté de leur engagement pour le territoire et leur culture.

La journée s'est conclue par une **rétrospective du forum** avec des réactions préparées à chaud par deux jeunes engagés : Élodie Nace, porte-parole d'Alternatiba et ANV-COP21 et Émile Roy, réalisateur, vidéaste, animateur et youtubeur.

Structure du présent compte rendu

Plus qu'un simple résumé du forum, le présent compte rendu propose un regard transversal sur trois principaux constats marquants qui émanent de cette journée. Une première section met en perspective l'état des lieux du rapport des jeunes à la politique. Elle permet de contextualiser deux grandes transformations, soit celle du rapport entre les jeunes et la démocratie, d'une part, et celle des modes de participation politique, de l'autre. La deuxième section vise à dresser un portrait de l'engagement des jeunes en présentant les pratiques d'engagement qu'ils sont susceptibles d'adopter, les différences de pratiques entre les générations, mais aussi au sein de celles-ci, et les grands thèmes qui incitent les jeunes à s'engager aujourd'hui. Autrement dit, cette partie vise à souligner quels jeunes s'engagent dans quels espaces d'engagement, comment ils s'engagent et pour quoi ils le font. Enfin, la dernière section identifie certains leviers d'action susceptibles de favoriser l'engagement citoyen des jeunes. Ces leviers concernent l'éducation à la citoyenneté, la participation publique, la participation institutionnelle, la participation de proximité, la participation collective et la participation en ligne.

Tout au long du document, des témoignages de jeunes engagés sont valorisés, en appui et en complément des propos de chercheurs, sans pour autant que nous puissions prétendre qu'ils reflètent toute la diversité des expériences d'engagement des jeunes du Québec et de la France. Lorsqu'il était pertinent de le faire, les noms des intervenants sont indiqués dans des parenthèses.

1. Contexte, grandes tendances, transformations

Rapport des jeunes à la démocratie représentative

Depuis les années 1970, un fossé de plus en plus important se creuse entre les générations concernant la participation électorale, qui se caractérise par un taux d'abstention plus élevé chez les jeunes générations (Sarah Pickard). En France, selon l'enquête YoungElect 2022, 67 % des 18-24 ans et 61 % des 25-29 ans déclarent avoir participé aux deux tours des élections présidentielles du printemps dernier, comparativement à 86 % chez les plus de 35 ans. Au Canada, on trouve un écart similaire mais moins marqué : 66 % des Canadiens de 18-24 ans auraient voté aux dernières élections fédérales de 2021, alors que le taux de participation s'élevait à 78 % chez les 35 ans et plus (Statistique Canada, 2022)¹. S'il existe d'importants écarts entre les différents groupes d'âge relativement à la participation électorale, force est d'admettre que le déclin de la participation électorale est une tendance lourde qui s'observe chez l'ensemble de la population. Néanmoins, ce sont les jeunes qui se voient attribuer la responsabilité d'une certaine « déconsolidation démocratique » de nos

¹ Selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), rapportées dans Le Quotidien du mercredi 16 février 2022, « Raisons de l'abstention du vote lors des élections fédérales, 20 septembre 2021 ».

sociétés (Foa et Mounk, cités par Vincent Tiberj), c'est-à-dire de la fragilisation des institutions politiques par la remise en question de leur efficacité et de leur légitimité. Parce qu'ils votent en moins grand nombre, on dit d'eux qu'ils sont moins engagés et qu'ils sont des citoyens de moins bonne qualité (Vincent Tiberj). On en viendrait même à expliquer leur plus faible participation électorale par des traits de personnalité prétendument inhérents à la jeunesse d'aujourd'hui : égocentrisme, apathie, individualisme, narcissisme, superficialité, immaturité, etc. (Sarah Pickard).

Mais cette relative distanciation des jeunes de l'exercice du droit de vote, et plus largement de la démocratie représentative, ne peut être comprise isolément du contexte social dans lequel elle s'inscrit. C'est pourquoi certains soutiennent que **la jeunesse n'est pas apathique, mais bien désenchantée par la classe politique**, qui n'est pas en mesure de présenter une offre politique à la hauteur de la demande (Sarah Pickard). En ce sens, bon nombre de jeunes ne se sentent ni représentés ni interpellés par les gouvernements actuels, dont ils trouvent entre autres qu'ils ne priorisent pas suffisamment les enjeux qui les intéressent (Marie-Dina Salvione et Mélina Callou). La composition même de ces gouvernements est à la fois cause et conséquence de ce problème de représentation : en France, actuellement, 3.5 % des députés ont moins de 30 ans; au Québec, 6.4 % des députés à l'Assemblée nationale ont entre 18 et 34 ans. Cette incapacité perçue des gouvernements d'inclure les intérêts des jeunes dans la politique (Noé Berchet) conduit plusieurs d'entre eux à une incompréhension, un cynisme et un sentiment d'impuissance (Marie-Dina Salvione). Certes, l'insatisfaction à l'égard de la politique atteint toutes les tranches d'âge de la population, mais elle semble toucher les jeunes dans une plus grande proportion (Mélina Callou). Et, même lorsqu'ils choisissent de voter, certains jeunes se disent déçus de l'issue des élections, ayant le sentiment de ne pas faire le poids contre le nombre des électeurs plus âgés (Noé Berchet), ou alors déçus de promesses électorales non honorées (Mélina Callou). Un jeune participant compare d'ailleurs le bulletin de vote à un billet de loterie qu'on achète tout en sachant qu'il ne sera vraisemblablement pas gagnant (Noé Berchet). Les institutions politiques jouent donc un rôle majeur dans ce rapport qu'entretiennent les jeunes avec la démocratie représentative.

En continuité avec cette transformation du rapport au vote, les plus jeunes générations ressentent de moins en moins une proximité avec les partis politiques (Vincent Tiberj). Ainsi, les données disponibles révèlent que les Français nés dans les années 1970, 1980 ou 1990 n'ont pas de partis politiques préférés, respectivement, à 50 %, 65 % et 70 %².

Ce manque d'appétence des jeunes pour la politique institutionnelle peut aussi être expliqué par une transformation générationnelle dans le rapport au vote qui s'est opérée chez l'ensemble des cohortes post-boomers. Alors que les générations précédentes votent par discipline, par devoir ou par « remise de soi » (Pierre Bourdieu cité par Vincent Tiberj), les générations post-boomers se montrent généralement peu favorables à la délégation ou à la démocratie représentative (Vincent Tiberj). Par contre, elles ne sont

² Tiberj, Vincent. *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. Paris : Presses Universitaires de France, 2017.

pas aussi abstentionnistes qu'il puisse paraître; elles privilégient le vote intermittent au vote systématique en choisissant de voter (ou non) au gré des enjeux qui animent les campagnes électorales (Vincent Tiberj). Cela est sans compter que leur abstentionnisme manifeste parfois une intention politique (Sarah Pickard). Dans tous les cas, le vote à lui seul leur apparaît insuffisant (Vincent Tiberj).

C'est qu'avec l'apparition des médias sociaux et un niveau de scolarité moyen plus élevé, les jeunes générations ont acquis au fil du temps une plus grande capacité à s'informer, à décrypter ce qui se passe sur la scène politique et à faire émerger des enjeux sociaux par elles-mêmes. Cette « mobilisation cognitive » (Ronald Inglehart cité par Vincent Tiberj) leur confère désormais une plus grande possibilité de s'autonomiser face à la politique représentative, sans qu'elles en soient désintéressées pour autant, ce qui se traduit en une « citoyenneté distante » (Vincent Tiberj). Par contre, ce ne sont pas tous les jeunes qui peuvent se saisir du potentiel de ces sources d'informations, puisque certains d'entre eux ont peu (ou pas) accès à ces technologies ou ont un plus faible niveau de littératie numérique.

« Nous ne sommes pas apolitiques, nous sommes apathiques de la politique comme elle se fait actuellement. » (Noé Berchet)

En somme, le rapport des jeunes à la « politique politicienne » (Julien Boyadjian), au vote et aux partis politiques s'est considérablement transformé au cours des dernières décennies. Cela ne signifie toutefois pas que les jeunes se sont retirés de l'arène politique. Au contraire, ce n'est pas la démocratie dans son ensemble qui est rejetée, mais seulement la démocratie représentative, celle qui implique de déléguer le pouvoir décisionnel à des individus estimés plus compétents que soi-même (Vincent Tiberj). Alors que l'ensemble des générations se distancie de ce modèle, les jeunes se trouvent à l'avant-scène du renouvellement d'une autre forme de démocratie, la démocratie participative. Ainsi, les jeunes élargissent les modalités de la participation politique en diversifiant leur répertoire d'actions (Sarah Pickard) et en occupant les espaces d'engagement qui leur semblent disponibles (Marie-Dina Salvione); ils contribuent ainsi à l'émergence d'une « citoyenneté élargie » (Nessi Gerson). Pour prendre la pleine mesure de leur participation, il semble plus pertinent d'observer ce qu'ils font plutôt que d'insister sur ce qu'ils ne font pas (Vincent Tiberj).

Rapport des jeunes à la démocratie participative

Bien que les formes d'engagement dont ils se saisissent ne soient pas foncièrement nouvelles, l'engagement des jeunes se distingue par le fait qu'il soit fortement protéiforme, se présentant sous des formes multiples et diverses. Selon l'Enquête européenne sur les valeurs ([European Values Study](#), EVS), les actions politiques dites non conventionnelles, c'est-à-dire non institutionnalisées ou seulement en partie institutionnalisées, sont en nette augmentation chez les jeunes français depuis les 40 dernières années : par exemple, en 1980, les 18-19 ans n'étaient que 11 % à avoir pratiqué le boycott, 25 % à avoir participé à une manifestation, et 43 % à avoir signé une

pétition, tandis que ces taux ont respectivement atteint 18 %, 48 % et 64 % en 2019 (Yves Boero). Parallèlement, une étude de 2019 du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC) révèle que la défense d'une cause sur Internet, incluant les pétitions en ligne, est la modalité de participation la plus citée chez les 18-30 ans, et ce, avant le militantisme partisan, l'action collective et le bénévolat (Julien Boyadjian). Il s'agit là des quelques modes de participation moins formels qui sont mesurés dans ce type d'enquête. Or, et sans que cela soit adéquatement saisi par la plupart des enquêtes, les jeunes sont aussi de plus en plus nombreux à adopter des modes d'action de type protestataire (Vincent Tiberj), alternant entre des coups de force et autres actions, dans le but d'attirer l'attention des décideurs publics (Laurent Lardeux). Ils le font entre autres en s'affiliant à des associations et à des collectifs dont la structure est moins horizontale que celle des institutions traditionnelles ou plus largement en joignant des mouvements sociaux moins formalisés (Stéphanie Gaudet). Ainsi, au cours de la dernière décennie, la jeunesse s'est retrouvée aux premiers rangs de divers mouvements sociaux contestataires dont plusieurs ont eu une résonance à l'échelle internationale, comme c'est le cas notamment des mouvements Les Indignés, #MoiAussi, Black Lives Matter et la grève étudiante pour le climat (*Youth for Climate, Fridays for Future*). Au Québec plus spécifiquement, la jeunesse s'est illustrée par sa force de mobilisation sans précédent. En 2012, le Printemps érable marque la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec et du Canada. À peine quelques années plus tard, le 27 septembre 2019, près d'un demi-million de personnes prennent part à la manifestation citoyenne et étudiante pour le climat, qui devient la plus importante manifestation de l'histoire du Québec. Alors qu'elle se déroule de façon simultanée aux quatre coins de la planète, c'est à Montréal qu'elle prend le plus d'envergure; la militante suédoise Greta Thunberg a d'ailleurs choisi de marcher au côté des jeunes Québécois puisqu'elle estime que ce sont eux qui ont fait preuve de la plus grande implication dans le mouvement de la grève étudiante pour le climat (Stéphanie Gaudet). De toute évidence, les jeunes sont nombreux à participer à la vie démocratique et ils le font de façon tout à fait remarquable (Stéphanie Gaudet).

Contexte dans lequel s'inscrit l'engagement des jeunes

Quelques éléments contextuels permettent de mieux saisir cette vitalité de la participation chez les jeunes.

Impact des crises

D'une part, il faut souligner que la vie des jeunes d'aujourd'hui a été ponctuée par une série de crises (la crise économique de 2008 et les politiques d'austérité qui en ont découlé, la crise climatique et la crise sanitaire) qui ont, malgré tout, donné un nouvel élan à leur engagement. En révélant et en exacerbant les inégalités intragénérationnelles et intergénérationnelles, ces crises ont contribué à renforcer leur colère envers les pouvoirs publics et envers le « système³ ». Les grands mouvements sociaux du 21^e siècle, qui s'appuient

³ Tout au long de ce compte rendu, le « système » est compris dans le sens que lui donne Cécile Van de Velde en paraphrasant un jeune adulte, soit le nom que les jeunes donnent à « un pouvoir considéré comme

d'ailleurs sur une très forte identité générationnelle, sont devenus l'un des lieux privilégiés de l'expression de cette colère (Cécile Van De Velde). Plus particulièrement depuis le début de la pandémie de COVID-19, on remarque une intensification des formes d'engagement mobilisées par les jeunes et une mise à l'avant-plan de leur sentiment d'urgence quant au changement social (Laurent Lardeux).

Avènement des médias sociaux

D'autre part, cette forte mobilisation n'aurait sans doute pas eu la même ampleur sans l'ascension fulgurante des médias sociaux au tournant du siècle. En plus de faciliter l'accès à l'information, les médias sociaux sont devenus un puissant outil de mobilisation citoyenne pour favoriser la participation en ligne et hors ligne, et ce, à différentes échelles (locales, internationales, etc.) (Vincent Tiberj). C'est d'ailleurs suite à un appel très médiatisé de Greta Thunberg que des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour participer à la manifestation pour le climat en septembre 2019, comme ce fut le cas de plusieurs jeunes engagées présentes au forum (notamment Alicia Arquetoux, Laura Fontaine, Yasmine Fontaine et Célestine Uhde).

Injonctions à l'engagement

Enfin, le fort engagement des jeunes sur tous les fronts n'est pas sans rappeler l'injonction à l'engagement qui domine depuis quelques années dans les politiques jeunesse et l'intervention auprès des jeunes (Elisabeth Greissler). Alors qu'ils doivent composer avec la multitude des exigences de la vie moderne, ils sont appelés à « participer plus et participer mieux » (Nessi Gerson) dans toutes les sphères de leur vie. De même, les jeunes en France comme au Québec sont appelés à inscrire leurs engagements dans leur curriculum vitae (Stéphanie Gaudet et Vincent Tiberj).

Inégalités sociales

Cependant, tous n'ont pas accès aux mêmes espaces d'engagement ni à la même légitimité de parole et tous n'ont pas la possibilité de s'engager; certains cumulent les occupations (notamment entre les études et le travail) et les responsabilités, par exemple comme proches aidants (Sarah Pickard), d'autres font face à des conditions de vie qui accaparent leur quotidien (Élisabeth Greissler, Émile Roy). Ces conditions de vie sont un frein à leur engagement, alors que les pratiques informationnelles et politiques de la démocratie participative requièrent un investissement considérable en temps. C'est pourquoi les revendications des jeunes des classes populaires, qui étaient autrefois canalisées par le mouvement ouvrier et le syndicalisme dans le système de la démocratie représentative, trouvent aujourd'hui moins d'écho dans la sphère publique (Vincent Tiberj, Stéphanie Gaudet). Ainsi, les inégalités sociales se traduisent en des inégalités de participation de plus en plus importantes (Stéphanie Gaudet).

Soutiens institutionnels et contexte historique au Québec

Au Québec plus spécifiquement, la forte mobilisation de la jeunesse peut s'expliquer, entre autres, par deux grands facteurs structurels et historiques.

trop multiple, inaccessible et que l'on ne peut nommer, mais qui est dénoncé comme pouvant « écraser l'individu ».

- D'une part, le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du Secrétariat à la jeunesse, soutient financièrement de longue date des organisations qui ont pour mission l'éducation à la citoyenneté et qui offrent des espaces d'expérimentations permettant aux jeunes de découvrir le rôle qu'ils peuvent jouer sur l'arène démocratique. On constate que **les autres provinces canadiennes, qui ne bénéficient pas de ce type d'appui, ne présentent pas un dynamisme aussi important** en ce qui a trait à la participation citoyenne (Stéphanie Gaudet). Toutefois, ce financement demeure fragile, puisque plusieurs instances jeunesse ont dû mettre la clé sous la porte depuis 2016 suite à la non-reconduction de leur budget et de leurs mandats, comme certains forums jeunesse régionaux, qui avaient des racines dans toutes les régions du Québec (Marie-Dina Salvione).
- D'autre part, deux longues traditions militantes ayant historiquement marqué le Québec ont eu pour effet de tracer les voies à cette forte participation politique : le mouvement de la jeunesse ouvrière catholique et le mouvement étudiant qui est actif depuis les années 1960 (Stéphanie Gaudet), sans compter l'importance plus grande de la société civile organisée dans la vie politique québécoise comparativement au reste du Canada.

2. Pratiques d'engagement, profils d'engagement, thèmes mobilisateurs

Après ce tour d'horizon sommaire des grandes transformations ayant marqué l'engagement des jeunes dans les dernières décennies, cette section vise plutôt à plonger plus en profondeur dans l'examen des pratiques d'engagement des jeunes aujourd'hui, notamment sur le plan du répertoire d'actions, des différences de pratiques entre générations ou au sein même des plus jeunes générations, ainsi que des thèmes qui sont mobilisateurs pour leur engagement.

Pratiques d'engagement

Pour construire leur trajectoire d'engagement social et politique (Stéphanie Gaudet), certains jeunes alternent d'un type d'expérimentation à un autre, comme l'explique une jeune engagée : « nos engagements sont divers; que ce soit au quotidien, dans les rues, durant les manifs, mais aussi à travers nos études » (Yasmine Fontaine). Le forum a permis d'entrevoir quelques grandes catégories d'engagement, non mutuellement exclusives, qui sont susceptibles de marquer la trajectoire d'engagement de jeunes. En ordre de leur visibilité ou légitimité perçue dans l'espace public, on peut distinguer les grandes formes suivantes : les pratiques démocratiques traditionnelles, les pratiques démocratiques associatives, des pratiques qu'on pourrait appeler « singularistes », la participation en ligne et l'engagement dans le style de vie au quotidien.

Les pratiques démocratiques traditionnelles

Les pratiques démocratiques traditionnelles consistent en un engagement à long terme dans des organisations historiquement légitimées par l'État et qui ont des structures relativement hiérarchiques, comme les partis politiques ou les syndicats (Stéphanie Gaudet). Ces types d'organisations, qui requièrent habituellement de désigner une personne qui parlera au nom de toutes les autres, ne parviennent plus autant qu'auparavant à attirer les plus jeunes générations. Ainsi, de moins en moins de jeunes s'engagent de cette façon (Vincent Tiberj et Stéphanie Gaudet).

Les pratiques démocratiques associatives

À la différence des pratiques démocratiques traditionnelles, des associations et des collectifs au mode de fonctionnement horizontal et les mouvements décentralisés connaissent une certaine popularité auprès de jeunes (Stéphanie Gaudet). La forte mobilisation de la jeunesse au sein des collectifs *Extinction Rebellion*, *Youth for Climate* ou *Alternatiba* en est une illustration. Si la plupart de ces collectifs ont désormais des ramifications au niveau international (Laurent Lardeux et Stéphanie Gaudet), certains s'ancrent dans leur contexte local (Stéphanie Gaudet), comme c'est le cas au Québec du mouvement des carrés jaunes initié par une jeune panéliste (Célestine Uhde). De même, la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) joue un rôle pivot dans l'ensemble des principales manifestations pour le climat au Québec. Ce type d'organisation ne requiert par une adhésion formelle et permet au jeune de se tailler une participation sur mesure et d'aller d'un collectif à un autre au gré de ses préoccupations personnelles plutôt que d'être cadré par celles d'une structure externe.

Aujourd'hui, nombre de ces collectifs s'appuient sur des perspectives intersectionnelles (prenant en compte le fait que certaines catégories de personnes peuvent subir simultanément plusieurs formes de stratification, domination, discrimination en raison de leur sexe, de leur classe, de leur race, de leur âge, etc.) et des perspectives critiques de justice sociale pour penser leurs revendications, pour assurer une diversité des identités des activistes au sein de leur mouvement ou pour créer des solidarités interorganisationnelles (Stéphanie Gaudet). Ils essaient ainsi de faire un travail à la fois interne et externe de lutte contre les discriminations et de mettre en pratique ce qu'ils préconisent. Ce type de collectifs réussissent à rejoindre de nombreux jeunes parce que ceux-ci peuvent y prendre la parole plus facilement que dans les institutions plus hiérarchiques, et parce qu'ils constituent des espaces leur permettant de rencontrer des personnes qui partagent ou qui valorisent leurs opinions et idées (Sarah Pickard). Contrairement à l'image du jeune qui agirait de manière individuelle, voire individualiste, la dimension collective reste au cœur de ces dynamiques. En particulier, le fait de trouver d'autres personnes partageant leurs points de vue permet aux jeunes de construire des émotions positives liées à l'*empowerment* et à l'efficacité politique ainsi qu'à la solidarité, et qui redonnent de l'espoir face à l'anxiété, la peur ou la colère suscitée par les enjeux pour lesquels ils travaillent.

Les jeunes qui s'engagent dans ce type d'associations souhaitent s'engager et faire ensemble. C'est ce que Sarah Pickard a appelé le « Do-it-ourselves politics » (en référence aux pratiques de bricolage de type « Do-it-yourself » au lieu de dépendre de

professionnels)⁴. Ce type d'engagement implique que **les jeunes s'engagent par eux-mêmes** (non pour eux-mêmes) sans attendre les institutions politiques et qu'ils agissent ensemble, collectivement pour mettre en action leurs valeurs politiques, sociales, écologiques, etc. La notion de « faire » est également au cœur de ce concept et revient constamment dans la bouche des jeunes interviewés dans les enquêtes (Sarah Pickard). Agir est une manière de « faire quelque chose » plutôt que de rester passif ou de se résigner. Bien qu'ils agissent en dehors des institutions politiques, ils ne sont pas en dehors du système pour autant, puisqu'ils cherchent à interpeller et influencer les détenteurs de pouvoir; « faire » soi-même est aussi vu comme une manière de donner l'exemple, pour que les décideurs fassent quelque chose à leur tour (Sarah Pickard). Une jeune engagée dans la cause climatique (Alicia Arquetoux) explique à ce sujet comment des jeunes, principalement des étudiants, se sont auto-organisés en quelques mois à peine pour structurer le mouvement *Youth for Climate*. Pour faciliter la coordination du mouvement et connecter les jeunes de divers endroits entre eux, ils ont utilisé le média social *Discord* pour diviser leur travail en plusieurs comités (revendications, sensibilisation, relations de presse, mobilisation, etc.) (Alicia Arquetoux).

Parmi les **pratiques démocratiques associatives**, soulignons aussi le cas de l'économie solidaire et sociale. Des jeunes – et moins jeunes – mettent sur pied des initiatives ayant pour but premier de répondre aux besoins des collectivités plutôt que de générer des profits. Elles sont souvent fondées sur une perspective critique du capitalisme. Ces initiatives sont parfois éphémères, parfois durables, ce qui peut alors donner au jeune une occasion de créer son propre emploi (Stéphanie Gaudet). C'est justement le cas d'une jeune panéliste (Maude Massicotte), qui a créé sa propre OBNL *DéfPhys sans limite* pour offrir aux jeunes adultes en situation de handicap un service d'accompagnement qu'aucune instance gouvernementale n'était en mesure d'offrir.

Les pratiques singularistes

Les jeunes qui s'engagent dans des pratiques que Stéphanie Gaudet appelle « singularistes » agissent eux aussi dans une optique de justice sociale, mais, contrairement à ceux qui s'engagent dans l'économie solidaire et sociale, ils empruntent un modèle capitaliste pour le faire (notamment le modèle de microcrédits de Muhammad Yunus). Dans ce type de pratique, on retrouve entre autres des jeunes créatifs qui adoptent des modèles d'engagement plus expressifs, comme les youtubeurs et les autres producteurs de contenus diffusés sur les médias sociaux (Stéphanie Gaudet). Ces jeunes créatifs – qui peuvent être qualifiés d'autoentrepreneurs militants (Julien Boyadjian) – mettent beaucoup d'efforts à alimenter leur profil numérique de contenus politiques. Par exemple, un jeune panéliste (Thomas Gauthier), via une série sur sa chaîne YouTube, informe avec humour son public sur différents sujets d'actualité. Il en est de même pour une autre jeune panéliste (Célestine Uhde), qui utilise ses comptes de médias sociaux pour sensibiliser son auditoire à l'autisme. Ce type d'outils de conscientisation sociale est d'ailleurs souvent utilisé par des associations et organisations pour sensibiliser leurs membres et pour soutenir l'action collective (Stéphanie Gaudet).

⁴ Pickard, Sarah. *Politics, Protest and Young People. Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*. Londres : Palgrave Macmillan, 2019.

La participation en ligne

Parmi toutes les pratiques d'engagement, la participation en ligne est devenue l'une des plus prisées chez les jeunes, dépassant la plupart des formes de participation mesurées dans les enquêtes (Julien Boyandjian). Ainsi, défendre une cause en ligne est la deuxième action politique la plus répandue chez les 18-30 ans, juste derrière le vote. Certains émettent l'hypothèse que la jeunesse aurait trouvé là un moyen d'expression politique qui lui convient davantage. Ceci regroupe une large palette d'actions, dont les plus répandues sont celles qui sont les moins coûteuses en temps, en énergie et en investissement, mais aussi en coûts sociaux, comme signer une pétition ou cliquer sur « j'aime ». Inversement, ils sont moins nombreux à visionner, et surtout à partager ou encore moins à créer du contenu politique. En effet, une très grande partie des jeunes ne s'y expriment pas politiquement, ou du moins, pas à la première personne, notamment parce qu'ils doutent de leur légitimité pour le faire ou parce que cela peut être socialement clivant (Julien Boyandjian).

L'engagement par le style de vie

Les formes d'engagement mentionnées précédemment dans ce compte rendu bénéficient d'une certaine visibilité dans la sphère publique, mais d'autres, tout aussi importantes, sont soit invisibles, soit invisibilisées. Ces formes d'engagement qui restent dans l'ombre forment « les arrières-scènes participatives » (Stéphanie Gaudet). Parmi celles-ci, on compte l'engagement par le style de vie, qui consiste à agir quotidiennement, dans la sphère privée, en cohérence avec ses valeurs et comme une forme d'expression de celles-ci. Bien qu'il s'effectue au niveau individuel, cet engagement demeure toutefois à portée collective, soit parce qu'il vise la solidarité et le bien commun (Sarah Pickard), soit parce qu'il s'inscrit dans une prise de position critique face à la société et ses institutions (Elisabeth Greissler); ainsi, malgré les apparences, il ne peut être assimilé à un individualisme ou à de l'apathie politique (Elisabeth Greissler et Sarah Pickard). À titre d'exemple, l'engagement par le style de vie chez les jeunes peut se traduire dans leur manière de se présenter et de s'affirmer (habillement, tatouages, etc.), de consommer (pratiques alimentaires, boycott/buycott, etc.), de se déplacer (transport actif, transports en commun, etc.), de s'autoproduire artistiquement, de créer des liens et des réseaux d'entraide, etc. (Elisabeth Greissler et Sarah Pickard). Il s'agit parfois de choix difficiles, dont certains peuvent être très coûteux et que les jeunes n'ont pas tous les moyens de faire.

Deux jeunes panélistes autochtones (Yasmine Fontaine et Laura Fontaine) expliquent pour leur part que leur engagement passe, entre autres, par **une réappropriation et une revalorisation de leur identité innue**, laquelle est très intrinsèquement liée au territoire. Ainsi, leur engagement peut se concrétiser par la marche à certains endroits : « En tant qu'Innue, en tant que jeune surtout, le plus beau des engagements qu'on peut se faire, c'est de marcher dans notre territoire » (Yasmine Fontaine). **Leur engagement peut aussi prendre la forme de leur simple présence sur le territoire** : « Occuper le territoire et être présent est une forme de mobilisation et d'acte politique parce que c'est montrer qu'on est présent puis qu'on existe toujours » (Laura Fontaine). Loin d'être individualiste, leur engagement est intergénérationnel; il vise à honorer leurs ancêtres, à démontrer la

force et le courage des jeunes Innus à prendre leur place dans la société actuelle et à assurer la survie des territoires et de leur identité pour les générations à venir.

Ce mode d'engagement requiert un effort considérable et continuellement renouvelé; contrairement, par exemple, au vote qui n'est qu'occasionnel, l'engagement par le style de vie demande des actes quotidiens (Sarah Pickard). Toutefois, nombre de jeunes insistent pour souligner qu'ils considèrent que, bien que nécessaires, ces actions sont insuffisantes (Sarah Pickard), notamment en ce qui a trait à l'enjeu du réchauffement climatique. C'est pourquoi nombre d'entre eux se mobilisent en parallèle dans des actions plus visibles – y compris de désobéissance civile non violente –, destinées à attirer l'attention des médias et des pouvoirs publics afin de les contraindre à agir à leur tour (Sarah Pickard). Toutefois, tous n'ont pas la possibilité de le faire, car les formes d'engagement mobilisées varient selon les profils des jeunes.

Profils des jeunes engagés

Nous avons vu jusqu'ici combien la palette de formes d'engagement à la disposition des citoyens s'élargit de plus en plus. Toutefois, cette liste des formes ne suffirait pas à elle-même pour comprendre les profils des personnes qui s'engagent. Cette section propose donc, dans un premier temps, de présenter quatre types de citoyens, qui se distinguent par la nature de leurs pratiques d'engagement. Cette classification met en lumière les différences de pratiques d'engagement entre les générations. Dans un deuxième temps, les différences de pratiques d'engagement au sein même des jeunes générations seront analysées, ce qui mettra en lumière les freins à l'engagement et notamment l'importance de facteurs liés à la classe sociale.

Différences intergénérationnelles

Manifestement, **le rapport au politique a été marqué par de profondes transformations**, si bien qu'il existe des différences entre les générations quant aux pratiques d'engagement qu'elles privilégient. Un chercheur (Vincent Tiberj) en propose un bref aperçu à travers quatre profils, qu'on retrouve plus souvent chez certaines générations que d'autres :

1. **Les « électeurs »** : Les électeurs sont ceux qui votent systématiquement, mais qui ne pratiquent pas d'autres formes d'engagement politique. Ils ne sont souvent que des électeurs et acceptent la prémisse de la démocratie représentative qui consiste à sélectionner des personnes auxquelles on délègue le pouvoir et la responsabilité décisionnelle. La génération des pré-baby-boomers – nés avant ou pendant la Seconde Guerre mondiale – était formée en grand nombre de ces électeurs, mais il s'agit d'une modalité de plus en plus rare.
2. **Les « polyparticipants »** : Les polyparticipants sont qualifiés de virtuoses de la participation. En plus de voter, ils s'inscrivent aussi dans une variété de formes d'engagement (manifestation, pétition, etc.). Ils sont capables de mobiliser tous les moyens d'action pour faire entendre leur voix. On retrouve

les polyparticipants principalement parmi les baby-boomers et les post-baby-boomers.

3. **Les « protestataires »** : Les protestataires, qui sont de plus en plus nombreux, sont ceux qui ne votent pas ou qui votent par intermittence, mais qui s'expriment politiquement d'abord, ailleurs que par le vote, notamment dans les modalités plus informelles et moins structurées que nous avons vues jusqu'ici. Ce type de profil est en pleine croissance dans toutes les générations nées dans l'après-guerre, mais particulièrement chez les plus jeunes.
4. **Les « silencieux »** : Les silencieux sont ceux qui ne votent pas systématiquement et qui ne manifestent pas ou ne s'expriment pas politiquement. Ils se trouvent en plus grand nombre chez les Milléniaux que dans les générations précédentes, mais parmi les Milléniaux, il s'agit notamment des moins diplômés et des individus en provenance des classes populaires (qui ne s'inscrivent plus dans les mouvements ouvriers contrairement aux générations précédentes et en particulier les baby-boomers).

Différences intragénérationnelles

On sait maintenant que de nombreux jeunes s'engagent et qu'ils le font sous plusieurs formes, mais que sait-on sur eux? Parmi ces jeunes, lesquels s'engagent dans quels espaces d'engagement? Les études sur le sujet en France sont univoques : les jeunes engagés – ceux qui votent, qui rejoignent les actions d'une association ou d'un collectif ou qui s'expriment politiquement sur les médias sociaux – partagent sensiblement les mêmes propriétés sociologiques, c'est-à-dire qu'ils proviennent généralement de milieux sociaux relativement privilégiés (Julien Boyadjian). Ce clivage s'observe pour toutes les formes de participation, du vote à l'expression en ligne, en passant par les actions au sein de collectifs et d'associations. Ainsi, les statistiques montrent que ceux qui votent le plus sont généralement ceux dont la mère a un niveau de scolarité plus élevé (Stéphanie Gaudet); inversement, il existe un lien étroit entre la précarité et l'abstention électorale (Noé Berchet). De même, ceux qui rejoignent des associations ou des collectifs sont nombreux à avoir étudié dans des collèges privés ou dans des établissements scolaires offrant des programmes particuliers axés sur l'engagement citoyen et politique (Stéphanie Gaudet); leur passage dans ces écoles peut d'ailleurs contribuer à garnir leur curriculum vitae d'engagements, ce qui peut contribuer à accroître leur valeur sur le marché de l'emploi (Stéphanie Gaudet). Enfin, ceux qui sont les plus susceptibles de s'exprimer en ligne sont les jeunes hommes blancs urbains éduqués, qui se sentent légitimes de le faire et qui ont un engagement politique assumé auprès de leur entourage : ils se trouvent souvent d'ailleurs près des cercles militants et des organisations politiques plus ou moins formelles (Julien Boyadjian).

L'expérience terrain de jeunes panélistes va dans le même sens que ces résultats de recherche. Selon les observations de l'une d'entre elles (Alicia Arquetoux), une forte majorité des jeunes qui se sont impliqués dans la première vague de *Youth for Climate* bénéficiait d'emblée d'un bon capital social, provenant généralement de milieux aisés et ayant des parents exerçant une profession socialement valorisée (professeur, ingénieur,

etc.). Selon elle, cette homogénéité de profils de jeunes dans le mouvement peut être attribuée au fait qu'il faut avoir les ressources sociales et matérielles pour pouvoir militer (Alicia Arquetoux). En effet, il est plus difficile pour les personnes moins favorisées de s'engager lorsqu'elles cumulent des occupations (études, travail, etc.) et responsabilités (Sarah Pickard). Dans la même veine, une autre panéliste (Célestine Uhde) a aussi constaté une faible diversité dans les profils sociaux lors de son engagement dans le mouvement climatique; elle remarque ainsi que ce sont presque exclusivement des étudiants qui s'y engagent et que les structures de mobilisation excluent souvent d'emblée les jeunes qui ne sont plus aux études ou bien qui poursuivent leur scolarité à la formation générale aux adultes (c'est-à-dire des raccrocheurs, ceux qui reviennent terminer leur diplôme d'études secondaires après une période d'arrêt). Enfin, l'expérience d'une autre jeune engagée (Rayane Zahal) révèle que, même dans les instances de participation politique qui sont sensibles à ces questions d'inclusion et de représentativité d'une diversité de voix, certaines inégalités sociales s'y reproduisent. Elle observe que les postes de responsabilités ou de pouvoir y sont surtout occupés par des étudiants de programme prestigieux et des jeunes provenant de familles privilégiées et blanches. En somme, les jeunes qui s'engagent de façon plus visible, que ce soit dans ou hors des institutions politiques, en ligne ou hors ligne, font habituellement partie des classes sociales supérieures.

À la lumière de ce constat, on pourrait s'interroger sur l'état de l'engagement des jeunes en difficulté ou en situation de pauvreté, de précarité ou de marginalité, qui vivent dans des conditions difficiles et parfois violentes. Avant tout, il faut préciser que les recherches actuelles ne permettent pas une compréhension extensive de leur engagement, et ce, pour plusieurs raisons (Elisabeth Greissler). En effet, bien que le forum ait mis en lumière des formes de participation diverses, il n'en demeure pas moins que les travaux de recherche présentent souvent une conception plus restrictive de la participation politique, laquelle correspond encore moins au mode d'engagement des jeunes en difficulté qu'aux autres jeunes, notamment parce que leur situation de marginalité les éloigne des espaces de participation plus classiques ou à tout le moins visibles. En outre, leur entourage et les intervenants qui les connaissent tendent à partager cette vision restrictive de la participation citoyenne, si bien que leurs pratiques engagées ne sont pas reconnues comme telles. Et, même lorsque ce n'est pas le cas, certains de ces jeunes ne se considèrent pas eux-mêmes comme étant engagés, ce qui représente une difficulté méthodologique considérable pour les identifier et pour les faire parler de leur engagement. Enfin, il y a très peu de recherches sur les inégalités d'accès des jeunes aux différents espaces de participation.

Malgré le peu de connaissances à notre disposition sur l'engagement des jeunes en difficulté, nous savons que la majorité de ceux qui s'engagent le font à travers leur style de vie ou ce que Elisabeth Greissler nomme les « espaces alternatifs ». À partir de leurs expériences biographiques contraignantes, ils peuvent créer de très forts réseaux de solidarité, mais pas toujours. Leur engagement passe aussi par des prises de position critiques ou des « révoltes du quotidien » (Cécile Van de Velde) qui se traduisent, par exemple, par un refus du capitalisme, un rejet de toute forme d'aide de l'État, un dégageant des espaces de participation formels ou radicaux, une résistance aux

normes sociales dominantes (Elisabeth Greissler), une colère envers le « système » (Cécile Van de Velde), etc. Défiants envers les institutions, mais aussi envers les mouvements sociaux et critiques d'un ensemble d'espaces participatifs, ils gravitent plus loin de ces espaces de participation. Certains se joignent à des expériences d'engagements plus radicales, mais parfois en ayant eu l'impression d'y avoir été instrumentalisés, voire d'y être utilisés comme une sorte de « chair à canon » par exemple lors de manifestations contre la brutalité policière (Elisabeth Greissler). La plupart finissent par ne s'engager que dans les formes qui se vivent dans la sphère privée, une sorte d'engagement protéiforme axé sur la cohérence entre les valeurs et le mode de vie, et inscrit dans un refus du capitalisme (Elisabeth Greissler). En somme, parce que l'engagement de jeunes en difficulté est plus ou moins visible dans l'espace public et qu'il ne s'inscrit pas à l'intérieur de groupes ou d'organisations explicites, il est souvent non reconnu et passe sous le radar des observateurs.

À la différence des autres jeunes qui s'engagent dans la sphère publique de façon plus visible, la trajectoire d'engagement de jeunes en difficulté est souvent marquée par une faible socialisation à l'engagement. La famille, qui est l'un des agents de socialisation politique les plus significatifs, ne représente généralement pas un modèle d'engagement pour ces jeunes. En réalité, au contraire, leur engagement concorde souvent avec un désir d'affranchissement de leur famille et des valeurs familiales qu'ils ne partagent pas ou auxquelles ils s'opposent. Sauf dans de rares situations, l'école ne serait pas non plus un lieu significatif de socialisation à l'engagement chez la plupart de ces jeunes. Si les travaux sur la participation politique sont principalement tournés vers les conditions à l'engagement, les jeunes en difficulté font surtout face à des freins à leur participation dans certains espaces et à des contraintes qui pèsent sur leur trajectoire de vie. Malgré le peu de ressources à leur disposition et leur plus faible capital culturel ou scolaire, certains parviennent toutefois à s'autohabiliter à l'engagement par l'innovation et l'expérimentation (Elisabeth Greissler) ou grâce à un accompagnement réalisé de manière bienveillante.

Toutefois, cette tendance de jeunes en situation de difficulté de s'engager dans l'ombre n'est pas immuable. D'une part, à l'échelle des individus, elle peut être recentrée sur des formes plus visibles grâce à des leviers dans des organismes communautaires, lorsqu'ils multiplient les occasions de pouvoir s'engager dans des espaces formels ou informels. D'autre part, à plus grande échelle, cette tendance à rester dans l'ombre peut changer à tout moment en fonction du contexte social, comme ce fut le cas lors de grandes périodes révolutionnaires; les publics d'ordinaire plus silencieux, c'est-à-dire les femmes et les individus de classes populaires, en ont été à l'avant-scène (Julien Boyadjian).

En somme, les jeunes aujourd'hui s'engagent de manière différente (par rapport aux modes de participation privilégiés par le passé) et de différentes manières (entre eux, que ce soit par préférence ou en lien avec les ressources dont ils disposent). Ainsi, puisque les différences entre les jeunes quant à leurs modalités d'engagement sont contrastées, il serait plus juste de parler « des jeunesses », afin de ne pas passer sous silence l'importante hétérogénéité de cette génération.

Enjeux et thèmes mobilisateurs

Pour plusieurs, l'engagement n'est pas un choix (Sarah Pickard), mais un impératif : il peut être vécu comme une question de survie (Yasmine Fontaine), de devoir (Laura Fontaine), de responsabilité (Laura Fontaine et Élodie Nace), de continuité ou d'émotions (Célestine Uhde et Rayane Zahal) ou une obligation (Maude Massicotte, Sarah Pickard). Certains n'ont pas envie de s'engager, mais voient **un besoin existentiel, ontologique et identitaire** de le faire (Sarah Pickard) : l'engagement peut ainsi être vécu comme une tâche qu'on est poussé à faire : « j'ai pas envie de le faire, j'aimerais vraiment mieux faire autre chose, faire le party, par exemple, mais j'ai pas le choix de m'engager, je dois le faire » (jeune cité par Sarah Pickard). Face aux potentiels coûts matériels, physiques et symboliques, l'engagement ne va pas de soi (Julien Boyadjian). Cela requiert du temps, de l'argent, de l'énergie (Sarah Pickard). « Le travail de lutte est vécu comme particulièrement éprouvant, dans des cycles répétés d'engagement et de découragement » (Cécile Van de Velde).

« Être jeune aujourd'hui c'est devoir jongler avec des contradictions impossibles à concilier. » (Noé Berchet)

Pour mieux saisir les motifs derrière leur engagement, il est utile de se pencher sur les principaux enjeux et les thèmes transversaux qui ressortent des grands mouvements sociaux jeunesse, de même que les sentiments de révolte qui émergent dans les parcours de vie de certains jeunes.

Enjeux

Le forum n'avait pas pour objectif de faire le tour des aspirations des jeunes car il n'aurait su le faire de manière exhaustive, mais les organisateurs ont plutôt fait le pari de rassembler des jeunes dévoués à des causes diverses ainsi que des chercheurs travaillant sur l'ensemble de la génération, afin de faire ressortir de manière transversale les processus et les réalités rencontrées par les jeunes engagés au Québec et en France, plutôt que des situations qui pourraient être propres à la lutte pour un enjeu en particulier. Ces enjeux se ressemblent en ce qu'ils abordent diverses facettes de valeurs existentielles liées à la justice, que celle-ci soit identitaire, politique, économique, générationnelle ou autre.

Thèmes mobilisateurs des mouvements sociaux jeunesse

Les grands mouvements jeunesse du 21^e siècle ont ceci en commun qu'ils sont fondés sur la promotion de grands principes et de grandes valeurs plutôt que sur le désir de révolte contre un pouvoir autoritaire; ce sont des mouvements davantage « pro » que « anti », qui veulent défendre des idéaux davantage que s'opposer à un ennemi (Cécile Van de Velde). Néanmoins, la colère sociale y est de plus en plus exprimée. Ces mouvements sociaux sont aussi fondés sur une identité générationnelle de plus en plus forte qui peut prendre la forme d'une appartenance aux groupes « étudiants », « jeunes », « enfants », « génération », par exemple.

Indépendamment des enjeux spécifiques qu'ils portent, trois grands thèmes mobilisateurs interreliés se retrouvent au cœur des slogans et des discours dans ces mouvements sociaux jeunesse : l'**éducation**, la **démocratie** et la **justice** (Cécile Van de Velde).

Premièrement, l'**éducation** préoccupe ces jeunes manifestants. D'un côté, on voudrait promouvoir un accès plus équitable à l'éducation, et de l'autre, on critique la valeur du diplôme et de ses débouchés, on doute d'un système d'éducation basé sur la méritocratie et, plus encore, on s'interroge sur le sens même de l'éducation. Dans le mouvement environnemental, des jeunes en viennent à questionner l'utilité même de l'éducation dans un monde en péril. L'engagement d'une jeune (Rayane Zahal) a d'ailleurs pris son envol lorsqu'elle s'est mise à éprouver de la colère quant aux inégalités sociales qui persistent dans le système scolaire :

Jusqu'à ce que je me rende à l'université, j'ai beaucoup cru au mythe de la méritocratie. [...] Si on [les enfants d'immigrants] travaille fort, on va avoir ce qu'on veut. Puis on s'attend de nous à ce qu'on soit des transfuges de classes, qu'on gagne un gros salaire, qu'on fasse de grosses études, etc. Et donc on ne prenait pas en compte plusieurs facteurs sociaux, notamment tout ce qui est la reproduction sociale, le fait que quand on est dans une classe sociale, on a tendance à y rester. (Rayane Zahal)

Deuxièmement, le thème de la **démocratie** interpelle grandement ces jeunes, qui dénoncent le peu de place qui leur est fait dans la société et le peu d'écoute qu'ils reçoivent de la part des pouvoirs publics. Le sujet de la démocratie préoccupe des jeunes, comme c'est le cas pour une participante (Élodie Nace) qui se demande ce que les jeunes doivent faire pour être entendus, mais surtout, pour être écoutés. Certains jeunes ont fait part du mur médiatique qu'ils ont frappé et de la violence des commentaires qu'ils – et surtout elles – ont reçus lors de leurs prises de parole.

« Ça peut être décourageant de voir nos propos ridiculisés alors que les enjeux sont extrêmes. » (Alicia Arquetoux)

Bien que tous ces mouvements semblent s'entendre sur le besoin d'une démocratie renouvelée ou réinventée et plus participative, ce thème demeure particulièrement clivant parce qu'il génère des tensions autour de la légitimité des moyens à employer pour défendre leurs revendications face à une inertie politique. Une jeune engagée (Alicia Arquetoux) rapporte qu'au moment où un mouvement auquel elle participait réfléchissait à élargir ses moyens d'action vers la désobéissance civile, plusieurs discussions animées ont eu lieu sur les risques que chacun était prêt à prendre en lien avec sa position sur l'échelle sociale.

Enfin, le troisième grand thème qui mobilise la jeunesse est la **justice**. Cette justice peut concerner des axes divers.

- Elle peut être liée aux questions identitaires (identité ethnoculturelle, handicap, identité de genre et sexuelle, etc.) comme l'illustrent notamment

les discours de jeunes panélistes. L'une d'elles (Célestine Uhde) affirme avoir initié le mouvement des carrés jaunes, qui a pour objectif de lutter contre les codes vestimentaires sexistes dans les écoles secondaires, pour combattre les injustices et les inégalités. C'est le cas également du collectif « La voix des jeunes compte » qui vise à combattre et prévenir les violences sexuelles dans les établissements scolaires (Maude Massicotte).

- Une autre forme de justice est au cœur de plusieurs mouvements sociaux jeunesse, soit celle de la justice environnementale, que ce soit en termes géographiques ou générationnels. L'approche géographique s'illustre dans le propos d'une jeune panéliste (Élodie Nace), qui aborde le devoir des personnes les plus privilégiées des pays dits du Nord (et les plus responsables de la crise climatique) d'agir pour le climat.
- Cependant, ce sont plutôt les discours sur la justice intergénérationnelle qui prédominent chez les jeunes manifestants. Ils dénoncent le lourd héritage social, économique, politique et environnemental injustement légué par les générations précédentes. Cette injustice intergénérationnelle peut aussi être ressentie comme une dépossession ou un déclassement, ou comme l'idée d'un avenir qui leur a été volé. À cet égard, ces jeunes qui s'engagent dans ces grands mouvements sociaux s'inquiètent grandement pour leur futur (Cécile Van de Velde). À maintes reprises lors du forum, les jeunes panélistes ont fait référence à ce sujet. Par exemple, un jeune panéliste déclare qu'« être jeune, c'est avoir peur » (Noé Berchet). Un autre affirme, en paraphrasant Albert Camus, que la tâche de sa génération est d'empêcher que le monde ne se défasse (Émilie Roy).
- Enfin, une jeune (Yasmine Fontaine) prend la parole sur les impacts du colonialisme et des traumatismes intergénérationnels sur les jeunes autochtones : « Nous, on doit porter sur nos épaules la question de la guérison collective. »

Bien que l'éducation, la démocratie et la justice soient les trois principaux thèmes des grands mouvements jeunesse du 21^e siècle, il est nécessaire de préciser que tous les mouvements sociaux jeunesse ne sont pas fondés sur de grands principes universels ou des enjeux de vivre ensemble; il convient de ne pas passer sous silence le fait que certains jeunes qui ne trouvent pas de réponses dans la classe politique sont sensibles aux discours populistes (Stéphanie Gaudet, Sarah Pickard) ou à des postures radicalement antisystèmes, notamment lorsque leur parcours de vie est parsemé d'embûches (Cécile Van de Velde). En effet, **nous avons vu plus haut que les origines et la situation socio-économiques des jeunes influencent leur capacité d'engagement, mais elles orientent aussi leurs sensibilités, si bien que certains d'entre eux se reconnaissent dans le populisme.** Même lorsque ce n'est pas le cas, les formes que prennent les enjeux qui les touchent le plus peuvent être spécifiques, comme nous le verrons à présent.

Révoltes nées dans les parcours de vie des jeunes

Évidemment, ce ne sont pas toutes les préoccupations des jeunes qui arrivent à se tailler une place dans l'espace public. L'une des rhétoriques de colère que l'on retrouve particulièrement chez des jeunes qui sont ou qui se sentent en marge de la société émane précisément de leur parcours de vie difficile; il s'agit d'une « colère d'usure » (Cécile Van de Velde). Cette colère est très individuelle et difficile à collectiviser. Elle émane d'un épuisement et d'un sentiment d'échec face à des efforts vains devant la dureté du marché du travail, la pression de performer et la compétition au sein des jeunes générations. Ces colères se vivent quotidiennement dans un certain isolement individuel et marqué par « une tension entre se changer soi ou changer la société » (Cécile Van de Velde). C'est le « système » qui est identifié comme la cible de ces révoltes quotidiennes, qui peuvent se traduire en une haine du système, un abstentionnisme ou encore en une adhésion à des discours populistes ou antisystèmes (Cécile Van de Velde).

Dans nos démocraties actuelles, on assiste donc à une sorte de « compétition des colères » parmi les jeunes générations (Cécile Van de Velde), puisque ce ne sont pas toutes les révoltes qui se canalisent dans des mouvements sociaux ou qui accèdent à une légitimité. Pour entendre ces voix inaudibles dans l'espace public, il faudrait établir une « démocratie d'écoute » (Cécile Van de Velde), c'est-à-dire une démocratie qui ouvre des canaux d'écoute qui dépassent ceux du vote ou des mouvements sociaux.

3. Leviers d'action

Le forum a permis de mettre en lumière certains des principaux obstacles à l'engagement et à la participation des jeunes à la vie politique, notamment ceux liés à la classe sociale et ceux liés à la visibilité dans les espaces d'expression où les jeunes se trouvent. Cette dernière section rend compte des défis et opportunités sur lesquels il est possible d'agir pour favoriser l'engagement citoyen des jeunes. Les principaux leviers d'action identifiés au cours de la journée s'inscrivent dans deux axes. Les premiers touchent la capacité d'écoute des voix peu audibles et les seconds visent davantage à soutenir la capacité d'engagement des jeunes dans les champs de participation suivants : l'éducation à la citoyenneté, la participation publique, la participation électorale et institutionnelle, la participation de proximité, la participation collective et la participation en ligne.

Posture d'écoute

Mais, en toute première instance, il s'agit pour **les pouvoirs publics d'adopter une posture d'écoute**. Interrogée par une chercheuse sur les soutiens qu'ils auraient souhaité avoir pour leurs idées politiques, une jeune propose : « **Mettez de l'énergie à nous écouter et à amener les gens à changer leur rapport à la consommation plutôt que de simplement nous donner du soutien à l'engagement** » (Célestine Uhde). En effet, une autre déplore que « Certains décideurs sont plus intéressés par notre mobilisation que

par les arguments qu'on invoque pour soutenir notre cause » (Alicia Arquetoux). Force est d'admettre que ce forum n'y fait pas exception, puisque l'objectif était explicitement de parler de l'engagement des jeunes et non pas des enjeux eux-mêmes. Toutefois, ceci était à attendre, dans la mesure où les organisateurs, même s'ils sont des instances étatiques, ne sont pas celles qui prennent les décisions concernant certains des enjeux qui tiennent à cœur aux jeunes (l'environnement, par exemple). Les objectifs du forum visaient plutôt à comprendre les nouvelles formes de participation des jeunes et les expérimentations intéressantes, ainsi que les motivations et les freins à leur participation. Or, ce faisant, un exercice comme ce forum, en mettant en lumière la vivacité de la participation politique des jeunes aujourd'hui, peut contribuer à la valorisation et à la légitimation de ces formes, en vue de la consolidation et de l'actualisation des interventions de l'État et de sa capacité d'écoute des revendications issues de la jeunesse.

En outre, afin de recevoir les propositions des jeunes, une jeune engagée appelle les générations antérieures et les pouvoirs en place à ne pas prendre une attitude défensive ou à chercher à se justifier face aux revendications des jeunes – et ce, même lorsqu'elles sont imprimées de leur colère –, pour plutôt tâcher d'être solidaires afin de penser et reconstruire un avenir commun (Célestine Uhde).

Pistes de réflexion

- Choisir d'adopter une posture d'écoute de ce qu'expriment les nouvelles générations dans les divers espaces d'expression politique;
- Utiliser un vocabulaire positif sur les modes d'expression et d'engagement des jeunes, dans une perspective de légitimation.

Éducation à la citoyenneté

Les systèmes éducatifs sont parmi les éléments qui varient le plus d'un pays à l'autre, si bien que ce domaine donne lieu à des constats différents de part et d'autre de l'Atlantique. Au Québec, l'éducation à la citoyenneté est relativement fragmentaire dans le cursus scolaire des jeunes⁵, bien que des projets conséquents soient en

⁵ Le Programme de l'école québécoise a notamment un volet « histoire et éducation à la citoyenneté » dans le domaine Univers social. Le programme est accessible publiquement en ligne : <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/pfeq/seconaire/domaine-de-lunivers-social/histoire-et-education-a-la-citoyennete/>.

développement⁶. Pour l'heure, les jeunes adultes québécois ne semblent pas marqués par les cours dédiés au sujet et, selon certains panélistes, la relativement faible place laissée au développement de la pensée critique à l'école pourrait contribuer à éloigner certains jeunes de la politique. Ainsi, **des acteurs non scolaires sentent une responsabilité d'offrir un complément d'éducation à la citoyenneté : ce peut être des organismes soit gouvernementaux** tels qu'Élections Québec et Élections Canada lesquels développent des programmes de sensibilisation au vote, **soit de la société civile** organisée, comme l'Institut du Nouveau Monde (INM) et d'autres. L'INM, par exemple, propose une série de programmes d'éducation à la citoyenneté adressés aux 18-35 ans, dont l'un se déploie directement dans les écoles secondaires. À travers ses activités *Politique 101*, l'INM transmet à des jeunes de 15-17 ans des connaissances de base sur le fonctionnement des institutions politiques démocratiques et sur les occasions d'engagement citoyen. Le fait d'avoir l'école comme porte d'entrée pour ces adolescents permet à l'organisme, d'une part, de rejoindre des jeunes de milieux sociaux variés qui n'ont pas nécessairement (ou pas encore) d'intérêt envers la politique et, d'autre part, d'arriver assez tôt dans le parcours de vie des jeunes pour susciter chez eux un désir d'engagement (Marie-Dina Salvione).

En France, bien qu'il y ait un cours d'éducation morale et civique (EMC), celui-ci est vivement critiqué. D'abord, l'éducation morale y prend une place primordiale, au détriment de l'éducation civique. On y enseigne davantage l'importance d'adopter de « bonnes conduites » que de penser au collectif (Vincent Tiberj). De plus, même la maigre part accordée à l'éducation civique fait défaut, puisqu'elle promeut une vision limitée du citoyen, réduit à sa maîtrise des savoirs et des compétences politiques. Or, cette représentation de la citoyenneté peut avoir de fâcheuses conséquences sur les parcours d'engagement de nombreux jeunes (Lara Rouge), notamment ceux qui sont les plus éloignés de la politique. Faute de se sentir adéquatement outillés par rapport à cette vision du citoyen idéal, certains peuvent se disqualifier eux-mêmes des espaces de participation ou encore développer une aversion pour la politique en général. Il faudrait plutôt montrer une figure du citoyen qui monte en compétences tout au long de sa vie en reconnaissant le fait que l'éducation à la citoyenneté est un processus d'apprentissage continu (Lara Rouge). C'est pour cette raison que l'organisme *Démocratie ouverte* invite l'ensemble de la population – et non seulement les jeunes –, en dehors des salles de classe, à s'engager dans différents champs de la citoyenneté (Lara Rouge). Il n'y a toutefois pas en France de financement structurel d'éducation à la citoyenneté pour ce type d'initiatives en dehors des écoles (Nessi Gerson).

Au Québec comme en France, les institutions scolaires contribuent à faire la promotion d'un « bon engagement » (Vincent Tiberj) en encourageant des modes de participation plus consensuels et réformistes (bénévolat, participation électorale, délibération, consultation, etc.) que contestataires et critiques (manifestation, pétition, etc.). Pourtant, la promotion de multiples représentations de la citoyenneté et de la démocratie permettrait de mieux répondre aux besoins des jeunes et de la population

⁶ Un projet pilote vise présentement à intégrer le nouveau cours Culture et citoyenneté québécoise (CCQ) qui remplacera celui d'Éthique et culture religieuse (ÉCR).

générale (Stéphanie Gaudet, Nessi Gerson et Lara Rouge). Puisqu'ils agissent en complémentarité, les différents discours sur la démocratie peuvent coexister (Stéphanie Gaudet et Nessi Gerson).

Pistes de réflexion

- Promouvoir de multiples représentations de la citoyenneté et de la démocratie;
- Intervenir tôt dans la vie des jeunes de divers milieux sociaux par une éducation à la citoyenneté à l'école;
- Promouvoir l'éducation à la citoyenneté aussi à l'extérieur des salles de classe, ainsi qu'à tous les âges de la vie;
- Soutenir financièrement les organismes qui ont pour mission l'éducation à la citoyenneté.

Participation publique

En plus de soutenir l'éducation à la citoyenneté, les organisations de la société civile jouent aussi un rôle majeur dans l'engagement de différents publics, dont les jeunes, dans des dispositifs de participation citoyenne. Des subventions gouvernementales existent pour les appuyer dans ce travail. Au Québec, le gouvernement – via son Secrétariat à la jeunesse – privilégie généralement d'encourager et soutenir des projets de participation citoyenne ainsi que des initiatives ponctuelles et novatrices, qui permettent de répondre directement aux besoins de la population. Des participants suggèrent que, en France, le gouvernement tendrait à investir dans des initiatives de participation citoyenne qui offrent de plus grandes possibilités de concertation avec les instances décisionnelles et qui s'inscrivent dans le plus long terme. Le forum n'étant pas organisé d'une manière à permettre une prise de parole substantielle au sujet des programmes de l'État, il n'y a pas eu d'échange franco-québécois directement sur le sujet ; néanmoins, ces deux types de modèles présentent des forces différentes. Alors que l'un offre davantage de flexibilité pour répondre aux besoins émergents de la population, l'autre permet une force de frappe plus importante au niveau politique (Stéphanie Gaudet).

Lors d'un panel, deux organisations de la société civile sont venues présenter leurs efforts pour faire participer des jeunes au processus de prise de décisions publiques : l'INM et *Démocratie ouverte*. Au Québec, l'INM, qui se présente comme un acteur de l'écosystème jeunesse, assure un service-conseil pour la création et la réalisation de processus de participation publique afin que l'action publique puisse refléter le plus possible les réalités et les préoccupations des citoyens (Marie-Dina Salvione). En France, *Démocratie ouverte* mène des projets d'innovation démocratique et anime une

communauté d'« innovateurs démocratiques », c'est-à-dire des acteurs qui tentent d'améliorer et de renouveler le fonctionnement de la démocratie. Pour faciliter la participation publique de jeunes, les démarches des innovateurs démocratiques visent tantôt à accompagner les jeunes vers les lieux de décisions, ou tantôt à faire remonter leurs propositions aux pouvoirs publics.

Lors du forum, un membre de *Démocratie ouverte* (Nessi Gerson) a présenté deux exemples d'expérimentation démocratique qui permettent de mieux saisir ces logiques d'intervention. La première expérimentation à avoir été présentée est celle initiée par *Est ensemble*, une intercommunalité du Nord-Est parisien qui accompagne actuellement des étudiants de sept collèges et lycées du territoire à émettre des propositions pour l'élaboration de la future Convention citoyenne locale pour le climat. Le programme propose un parcours d'engagement allant de la sensibilisation jusqu'à la recommandation d'actions, en passant par des rencontres avec les acteurs du territoire. Cette initiative est d'autant plus pertinente que les jeunes de moins de 18 ans ne sont pas admissibles au panel citoyen officiel de cette Convention, constitué par tirage au sort. La deuxième expérimentation démocratique à avoir été présentée est celle du Labo de *Démocratie ouverte* qui, en partenariat avec le département français de Seine-St-Denis, a donné l'occasion à des jeunes de l'aide sociale à l'enfance de partager leur avis sur l'organisation des Jeux olympiques sur leur territoire. Ils ont été invités à le faire à travers des sessions de sport alliant sport et intelligence collective. L'idée derrière cette démarche originale était de lier la participation au quotidien des jeunes, pour diminuer les coûts réels et perçus de leur participation citoyenne. Cette initiative a notamment permis de démontrer qu'il est possible de faire participer les jeunes défavorisés et les plus éloignés des instances décisionnelles lorsque les conditions y sont favorables.

Par contre, on remarque que plusieurs institutions qui souhaitent faire participer des citoyens à la prise de décisions ne parviennent pas à être la hauteur des promesses qu'ils leur font (Nessi Gerson). Engager des jeunes dans des expériences inauthentiques ou dans des pratiques d'inclusion symboliques (*tokenism*) peut avoir comme effet de les dégoûter du politique (Stéphanie Gaudet). Il est donc impératif pour les différentes instances décisionnelles de qualifier le niveau de participation attendu des jeunes et d'agir en conséquence. Un membre de *Démocratie ouverte* leur enjoint de faire preuve de transparence à cet égard : « Si vous faites de la consultation, dites que vous faites de la consultation, mais n'allez pas dire que vous faites de la codécision quand en réalité vous voulez [seulement] entendre l'avis des citoyens et des jeunes » (Nessi Gerson). De plus, il semble également important d'impliquer les communautés directement concernées par certains enjeux dès le début du processus, pour assurer la pertinence des décisions prises et éviter les erreurs (Maude Massicotte).

Pistes de réflexion

- Accompagner les jeunes vers les lieux de décisions; faire remonter leurs propositions aux pouvoirs publics et adopter une posture d'écoute de ces propositions;
- Favoriser les activités d'expérimentation démocratique en collaboration avec les collectivités;
- Lier la participation au quotidien des jeunes;
- Assurer la transparence du processus décisionnel et de la nature des contributions attendues dans les démarches de consultation;
- Impliquer les communautés directement concernées par certains enjeux dès le début du processus;
- S'assurer d'inclure aussi les jeunes d'âge mineur dans les processus de participation publique.

Recommandation

Il serait opportun d'organiser, dans les suites immédiates du forum, une discussion informelle entre des spécialistes des programmes gouvernementaux permettant de faire cette comparaison de manière systématique (plutôt que seulement selon la façon dont ces programmes paraissent en filigrane dans les propos des jeunes ou des acteurs de la société civile organisée). Une activité sur invitation sans retransmission publique permettrait d'échanger librement sur les forces et les faiblesses des initiatives qui ont été essayées de part et d'autre ainsi que sur les difficultés rencontrées lors de leur mise en œuvre.

Participation institutionnelle

Le défi de rapprocher les jeunes des institutions politiques en est un ambitieux, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à s'en éloigner. C'est le cas d'une jeune panéliste engagée (Alicia Arquetoux) qui en est venue à renoncer à ses ambitions de mener une campagne électorale à la suite de sa prise de parole à l'Assemblée nationale au nom de *Youth for Climate*. Ce moment représente un point tournant dans son parcours d'engagement, puisqu'elle s'y est sentie démunie face à un jeu politique et une non-sincérité de politiciens à s'intéresser à des enjeux d'une gravité extrême. Une autre jeune (Élodie Nace) mentionne aussi l'incapacité des institutions à incarner le changement, en donnant l'exemple des Conférences des Parties (COPs) qui se succèdent sans résoudre les enjeux qui y sont abordés. Puis, une autre explique ses résistances face aux institutions politiques en affirmant que « les jeunes n'ont pas envie de participer à la politique traditionnelle des hommes blancs riches qui font les lois [...] parce qu'[ils] ne se sent[ent] pas les bienvenus » (Célestine Uhde). Non seulement certains jeunes ne se sentent pas les bienvenus à participer aux côtés de ces représentants politiques, mais certains sentent qu'il y a même une volonté de ne pas leur laisser de place (Élodie Nace). Pour l'une des jeunes engagées, il faut qu'il y ait plus de personnes qui ressemblent à ces jeunes dans les instances de participation (Élodie Nace).

Certaines organisations ont tout de même fait le pari de rétablir le lien entre les jeunes et les institutions politiques ou, du moins, de les rapprocher. Plusieurs exemples ont été apportés en ce qui a trait aux moyens imaginatifs d'encourager la participation électorale. Ainsi, une membre de *Démocratie ouverte* (Lara Rouge) partage certaines initiatives en ce sens. *Cité des chances*, une association française qui promeut et favorise l'accès à l'engagement citoyen chez les jeunes des quartiers dits populaires, a mis sur pied « la Cité a voté ». Ce programme vise à susciter des débats dans les milieux fréquentés par les jeunes (les cafés, les pizzerias, etc.) pour ensuite faire remonter leurs propositions aux candidats à l'élection présidentielle. Pour sa part, *A voté*, une association française de défense des droits civiques et du progrès démocratique, a offert, avec beaucoup de succès, un trajet en trottinette électrique *Lime* gratuit aux jeunes pour faciliter et motiver leur déplacement au bureau de vote. Cette association a aussi diffusé une annonce sur l'application de rencontres *Tinder* afin d'informer les jeunes des démarches à suivre pour voter. Enfin, *Tous élus*, un mouvement pour sensibiliser et former les personnes éloignées de la démocratie, a mis sur pied un programme de formation de deux mois spécialement conçu pour faire émerger des candidatures citoyennes à l'Assemblée nationale. Ce programme permet de pallier le sentiment d'illégitimité des jeunes à se présenter comme candidats aux élections et par ricochet, d'augmenter la représentation des jeunes au sein du gouvernement.

Pistes de réflexion

- Aller dans les milieux fréquentés par les jeunes pour pouvoir faire remonter leurs propositions aux candidats de différents partis politiques, puis adopter une posture d'écoute de ces propositions;
- Sensibiliser et encourager les jeunes au vote par divers moyens créatifs ou ludiques;
- Encourager les candidatures électorales de jeunes, ce qui pourrait favoriser une meilleure représentation des jeunes au sein des institutions politiques;
- Offrir un programme de formation pour de futurs députés plus éloignés de la politique.

Participation à petite échelle ou participation de proximité

La participation des jeunes à la prise de décision collective ne se limite pas à l'action publique gouvernementale et à la participation électorale. Elle s'inscrit aussi à plus petite échelle, par exemple dans les institutions scolaires (Vincent Tiberj) ou les milieux de vie (Elisabeth Greissler). Le fait de pouvoir agir sur notre environnement immédiat peut renforcer notre sentiment d'efficacité politique (Vincent Tiberj). Si, au contraire, on se sent impuissant pour effectuer des changements dans notre vie de tous les jours, aussi simples soient-ils, cela peut avoir un impact sur la suite de notre engagement citoyen, comme l'explique une jeune engagée :

Mon engagement a commencé dès 13 ans. J'ai compris vite que c'était difficile de changer les choses. Même à mon école secondaire, je voulais simplement ajouter des règles de sécurité et ça a pris deux ans pour [faire des aménagements]. Je me suis dit : si c'est déjà difficile de changer les choses à l'intérieur de mon école, ça va être quelque chose à l'extérieur. (Maude Massicotte)

Le cadre scolaire, entre autres, représente une belle occasion pour permettre aux jeunes d'avoir du pouvoir d'agir. Or, la démocratie de type élective qui prévaut généralement dans les écoles permet peu d'expérimenter le pouvoir agir, puisque les délégués de classe ont peu de pouvoir face aux adultes (Vincent Tiberj).

En outre, la participation à proximité de soi ne concerne pas uniquement la prise de décision. Elle peut aussi prendre la forme d'échanges, de prises de paroles, de débats, de discussions, etc. sur des questions touchant le vivre ensemble. Un jeune engagé dit d'ailleurs que pour lui, l'engagement « c'est une prise de parole, le désir de contribuer à la discussion générale » (Thomas Gauthier). Divers outils permettent de favoriser cette

expression citoyenne. *Démocratie ouverte*, par exemple, a créé la « mallette de l'apérocratie », un jeu dont le but est de délibérer et de débattre pour faire émerger des propositions qui pourraient être soumises à une future Convention citoyenne sur la réforme des institutions démocratiques (Lara Rouge). Une jeune engagée (Rayane Zahal) souligne une autre initiative qui combine la participation politique au jeu. Inspirée par les politiciens Jagmeet Singh et Alexandria Ocasio-Cortez, la Maison d'Haïti de Montréal a invité des jeunes à jouer à *Among us* sur la plateforme Twitch pour discuter de politique avec des personnalités inspirantes. La diffusion en direct a permis à ces jeunes de sensibiliser leur public à certains enjeux (Rayane Zahal). Le prétexte du jeu est intéressant parce qu'il permet de diminuer certaines barrières à la participation, notamment en lien avec l'anxiété de la prise de paroles en public ou les difficultés de s'exprimer dans des discours politiques plus traditionnels. En somme, il peut être bénéfique de créer des occasions pour les jeunes de participer là où ils se trouvent déjà, dans leurs propres milieux, en plus de valoriser différentes prises de paroles avec des moyens créatifs.

Pistes de réflexion

- Encourager la prise de décision dans les espaces fréquentés par les jeunes;
- Laisser plus de pouvoir d'agir aux délégués de classe;
- Créer des occasions d'échanges et de prises de parole des jeunes, notamment par des moyens ludiques;
- Permettre aux jeunes de rencontrer – y compris en ligne – des mentors et des personnalités inspirantes pour discuter de politique et de vivre ensemble;
- Diffuser sur les médias sociaux les prises de parole de jeunes pour sensibiliser le public à leurs diverses réalités.

Participation collective et sens de la collectivité

Chez plusieurs jeunes qui s'engagent, l'idée de « faire ensemble » revêt une grande importance (Sarah Pickard). Nous l'avons vu, le fait de trouver des personnes qui partagent des préoccupations communes peut non seulement briser leur isolement, mais aussi leur donner l'occasion de renforcer leur capacité d'agir et d'influencer (empowerment) (Sarah Pickard). Dans les termes d'une jeune panéliste engagée : « Passer par le collectif, ramener toutes les voix, c'est plus fort que d'agir seuls » (Maude Massicotte). De plus, participer en groupe génère de nombreux sentiments positifs. Cela permet de redonner espoir face à divers enjeux sociaux, dont celui de la crise climatique

(Sarah Pickard), et de se sentir émotionnellement connectés à la communauté. En référence à la manifestation mondiale pour le climat de 2019, une jeune engagée dit avoir été émue de voir le monde se soulever tous ensemble pour les mêmes raisons (Célestine Uhde). Ce lien entre les émotions et la collectivité résonne chez un autre jeune engagé, qui évoque l'exaltation du collectif (Émile Roy). « Faire ensemble » peut aussi consister à créer des alliances avec d'autres organisations qui soutiennent les mêmes causes ou à établir des ponts entre plusieurs groupes : les jeunesses, les générations et les personnes ayant différentes opinions, par exemple (Émile Roy). Une jeune (Laura Fontaine) souligne l'importance du fait que les autochtones et les allochtones s'impliquent ensemble, comme ce fut le cas lors de la manifestation pour le climat en 2019. Enfin, une autre (Rayane Zahal) mentionne la joie que lui procure le fait de créer des ponts entre des personnes qui ne se seraient jamais rencontrées dans la vie de tous les jours pour construire des projets inspirants.

Toutefois, il arrive que des collaborations ne portent pas les résultats attendus. Une jeune (Alicia Arquetoux) raconte les difficultés qu'elle a rencontrées au moment de coopérer avec des organisations de la société civile au nom de son mouvement. Elle mentionne ne pas avoir été prise au sérieux et avoir été confrontée à la rigidité de leur fonctionnement. Elle déplore également les organisations qui considèrent parfois les mouvements comme des porte-voix de leurs revendications à elles. Elle soulève aussi que les adultes qui se trouvent au sein de ces organisations accusent souvent les jeunes d'être trop radicaux (Alicia Arquetoux).

Il est par ailleurs assez fréquent que des jeunes quittent les collectifs qu'ils avaient rejoints, et ce, pour plusieurs raisons (Sarah Pickard). Tout d'abord, ils peuvent être confrontés à une pression de commettre certains actes qui ne leur conviennent pas ou bien à une pression de justifier pourquoi ils ne les commettent pas. Ensuite, ils peuvent parfois assister à une reproduction d'inégalités sociales et de discriminations au sein même de ces collectifs. Par exemple, certaines personnes peuvent se trouver exclues de certains espaces de discussions et de décisions, ce qui peut être très décourageant pour elles. Enfin, il peut arriver que les collectifs ne soient pas suffisamment diversifiés en termes de profils des personnes qui les constituent, ce qui peut empêcher des jeunes de s'identifier au collectif ou aux revendications qu'ils portent (Sarah Pickard). Une jeune engagée (Célestine Uhde) témoigne en ce sens qu'elle s'est détachée de certains mouvements parce qu'elle se sentait mal à l'aise face à leur manque de diversité.

Néanmoins, certaines mesures peuvent être mises en place pour offrir un cadre de participation plus inclusif. Le mouvement Youth for Climate, par exemple, a créé des espaces de participation non mixtes, c'est-à-dire des espaces où seules certaines personnes peuvent participer en fonction de leur identité ou de leur réalité, afin de donner l'occasion concrète à des personnes de s'exprimer sur des sujets importants pour elles sans avoir peur d'être jugées ou ignorées. En plus de la mise en place des canaux en non-mixité, Youth for Climate a tenu des réunions spéciales avec ses membres sur les questions entourant la justice sociale, le racisme, la discrimination, le validisme, des enjeux LGBTQ+, etc. afin de discuter des meilleures façons d'accueillir une diversité de personnes au sein du mouvement. Enfin, ce mouvement a fait un travail

d'ouverture vers d'autres revendications dans une perspective intersectionnelle (Alicia Arquetoux). D'autres mesures peuvent être mises en place pour assurer un recrutement plus diversifié, comme l'utilisation de publicité sur les réseaux sociaux (Rayane Zahal) ou encore la gratuité pour devenir membre d'un groupe ou d'une organisation (Sarah Pickard).

Pistes de réflexion (#pour les associations##)

- Créer des ponts et des alliances (avec des organisations, des adultes, etc.);
- Créer un espace de participation inclusif;
- Assurer une diversité de profils sociaux dans les groupes;
- Établir des relations horizontales entre jeunes et adultes.

Participation en ligne

Nonobstant la fracture numérique et les inégalités dans les compétences numériques, en grandissant avec Internet et les médias sociaux, les jeunes générations n'ont jamais été aussi en capacité de s'informer, de se faire informer et de voir de l'information sur une variété de sujets d'actualités, qu'ils soient locaux ou internationaux. Les jeunes peuvent aussi s'exprimer directement sur ces questions, parfois sans être pleinement conscients que les propos qu'ils tiennent sont politiques (dans la mesure où ils s'expriment sur des enjeux qui touchent la vie en collectivité mais sans nécessairement directement interpellier les institutions étatiques ou des politiciens).

La connectivité et l'instantanéité des médias sociaux leur permettent plus que jamais de se mobiliser, en ligne comme hors ligne, et bien au-delà des frontières. De nombreux jeunes s'en sont en quelque sorte emparés pour en faire de nouveaux espaces d'expression politique et pour mettre à l'agenda politique les sujets qu'ils souhaitent traiter (Vincent Tiberj). Si plusieurs peuvent ne pas connaître suffisamment le fonctionnement de l'État pour savoir où s'adresser ou peuvent avoir du mal à maîtriser les codes sociaux des institutions politiques, les jeunes utilisateurs des outils numériques maîtrisent généralement bien ceux des espaces virtuels (Mathys Louis). Par leur grande accessibilité et leur flexibilité, les outils numériques représentent un fort potentiel démocratique. Non seulement offrent-ils une voix à certaines des personnes qui n'auraient peut-être pas été entendues autrement, mais ils permettent à chacun de s'exprimer selon les modalités qui lui conviennent, et ce, à n'importe quel moment et relativement n'importe où (Mathys Louis). Autrement dit, les outils numériques permettent de contourner les contraintes liées au temps et à l'espace. Par contre, il faut

rappeler que la fracture numérique, un enjeu que la pandémie de COVID-19 a davantage mis en lumière, entraîne une participation inégale en ligne en termes d'accès et d'usage des espaces de participation (Elisabeth Greissler).

Bien que la participation en ligne offre de nombreux avantages, elle comporte aussi certains revers. D'abord, il arrive parfois que les citoyens perdent de vue le sens de leur participation en ligne. En effet, il peut être difficile de saisir la portée de ses actions effectuées en ligne et de savoir si elles ont eu un impact significatif (Mathys Louis). De plus, il peut être éprouvant de faire entendre sa voix parmi celles de millions d'autres qui s'y expriment. On peut ainsi se sentir ignoré : « s'investir sur les réseaux sociaux, c'est comme envoyer une lettre que personne ne lira » (Mathys Louis). À cela, il faut ajouter que cet écosystème surchargé d'opinions peut rendre difficile la justification de prises de paroles. Autrement dit, on peut douter de la pertinence de sa propre voix sur des sujets qui ont déjà été abondamment abordés par d'autres sur les médias sociaux (Thomas Gauthier). On peut aussi sentir qu'on dérobe un espace médiatique à d'autres personnes qu'on estime plus légitimes pour s'exprimer (Thomas Gauthier). Ainsi, la participation en ligne reproduit les mêmes enjeux que la participation dans les autres espaces horizontaux : mise en visibilité de certaines voix plus que d'autres, compétences citoyennes inégales concernant les moyens de s'exprimer, etc.

Par ailleurs, le fait d'émettre des opinions politiques en ligne peut possiblement entraîner des contrecoups. La politique étant un sujet clivant, prendre position en ligne peut parfois générer des conflits ou des discussions qui ne sont pas toujours bienveillantes. Chez les créateurs de contenu ou les influenceurs, elle peut carrément engendrer la perte d'abonnés. Or, pour éviter ce type de coûts, certains préfèrent cibler davantage les personnes avec qui ils souhaitent discuter de politique (Julien Boyadjian).

Dans un autre ordre d'idées, les créateurs de contenu engagés sur les réseaux sociaux travaillent parfois de manière indépendante, comme l'un des jeunes panélistes (Thomas Gauthier), ce qui comporte son lot de défis. Bien que leur contenu puisse atteindre un très large auditoire, ils peuvent avoir à composer avec des ressources financières, matérielles et humaines limitées, ce qui peut affecter la qualité du contenu produit et compromettre la fiabilité des informations transmises (Thomas Gauthier).

Enfin, il ne faut pas oublier que les médias sociaux servent aussi d'outil de recrutement aux mouvements populistes et de l'extrême droite en ciblant plus particulièrement ceux qui ne trouvent pas de réponses dans les élites politiques (Sarah Pickard). Plus de recherches doivent être faites à ce sujet pour saisir l'ampleur de la situation et sa dynamique (Sarah Pickard).

Pistes de réflexion

- Réduire la fracture numérique, à la fois en termes d'accès et de compétences numériques;
- Chercher à identifier des moyens d'écouter les jeunes qui s'expriment sur les médias sociaux et le faire d'une façon visible pour que les jeunes se voient être écoutés;
- Développer au sein de l'État une littératie des codes – en perpétuelle transformation et variant selon les plateformes – de l'expression politique en ligne ;
- Outiller les jeunes face aux propos irrespectueux reçus sur les médias sociaux;
- Se montrer vigilants face aux mouvements populistes et de l'extrême droite sur les médias sociaux et proposer des alternatives attrayantes pour que les jeunes se sentent entendus et qu'ils retrouvent des réponses politiques aux enjeux qui les touchent;
- Offrir des ressources et du financement aux créateurs de contenu indépendant engagés.

Conclusion

En somme, les jeunes de nos jours se distancient de plus en plus des institutions politiques traditionnelles parce qu'ils n'entretiennent plus le même rapport à la politique et au vote que ceux des générations précédentes. Leur plus faible participation électorale peut s'expliquer par une offre politique qui n'est pas à la hauteur de leurs attentes et par leurs plus grandes capacités à s'autonomiser face aux institutions politiques, notamment grâce à Internet et aux médias sociaux. **En contrepartie, des jeunes diversifient de plus en plus leurs formes d'engagement, que ce soit en maintenant des pratiques démocratiques traditionnelles ou à travers des pratiques démocratiques associatives plus horizontales, des pratiques dites « singularistes »** (Stéphanie Gaudet), **la participation en ligne ou l'engagement par le style de vie.**

Avec l'intensification des formes d'engagement mobilisées par des jeunes, une mise à l'avant-plan de leur sentiment d'urgence quant au changement social et une montée de la colère sociale, les mouvements sociaux jeunesse ont le vent dans les voiles. **Mais les jeunes qui arrivent à être le plus audibles dans l'espace public sont généralement ceux qui proviennent de milieux favorisés. L'engagement de jeunes en difficulté reste plus souvent dans l'ombre, parfois par rejet des autres espaces de participation.** Si les jeunes se mobilisent autour d'une grande variété d'enjeux, de grands thèmes mobilisateurs transversaux émergent de leurs mouvements, concernant la démocratie, l'éducation et la justice. Pour leur part, les révoltes qui naissent des parcours de vie des jeunes demeurent principalement au niveau individuel et gravitent autour d'une colère de l'usure.

Enfin, en ce qui concerne les leviers d'action, ce qui représente **un véritable tremplin à l'engagement, c'est la multiplication des occasions de pouvoir s'engager, et ce, dans différents espaces (tant formels qu'informels) et à travers toutes sortes d'initiatives** (Stéphanie Gaudet, Elisabeth Greissler). Comme le souligne une panéliste : « du moment qu'on donne des ressources aux jeunes, il y a une volonté d'engagement, il y a le même enthousiasme que les autres catégories de personnes » (Lara Rouge). Cela s'applique aussi pour des jeunes en difficulté, qui se saisissent de la diversité d'opportunités d'engagement qui leur sont offertes lors d'un passage dans un organisme communautaire (Elisabeth Greissler). **Finalement, il serait souhaitable d'identifier des moyens par lesquels les décideurs puissent se mettre davantage à l'écoute du contenu des messages des jeunes lorsqu'ils s'expriment par ces autres canaux. Il serait opportun d'allier à ces réflexions des jeunes ayant l'expérience d'un engagement passant par ces modalités, tout comme ceux invités dans ce Forum.** Ce type de mesure constituerait une suite logique et conséquente à l'occasion d'échanges constructifs qu'a été le forum.